

**LES RESSORTS DE LA DOMINATION  
DU PARTI SOCIALISTE  
DANS LE DEPARTEMENT DE MATAM  
(SENEGAL)**

**Par**

**Babaly SALL  
Enseignant  
UFR DE SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES  
UNIVERSITE GASTON BERGER**

BP : 234  
Email : [bsall@refer.sn](mailto:bsall@refer.sn)

## SOMMAIRE

### **Introduction**

**I** - Problématique, hypothèses et aspects méthodologiques de l'étude

**II** - un clientélisme politique fondé sur une spécificité socioculturelle

**III** - Un vote sous-tendu par une sous information politique

### **Conclusion**

### **Bibliographie**

### **Annexes.**

## Préambule

Le département de Matam existe toujours mais il ne renvoie plus à la même entité géographique. En effet, l'ancien département de Matam auquel se réfère cette étude correspond aujourd'hui à la région de Matam. L'ancien département était avec ceux de Podor, de Saint-Louis et de Dagana, l'un des quatre départements de la Région de Saint-Louis. Mais l'ancien département de Matam était tellement vaste et si excentré de la capitale régionale alors Saint-Louis, distant de 423 km, que les revendications de ses populations en faveur d'une régionalisation ont été satisfaites par le nouveau gouvernement de l'Alternance. Cette région est la plus jeune des 11 régions du Sénégal. Elle a été créée en février 2002 (loi 2002-02 du 15 février 2002 complétée par le 2002-166 du 21 février 2002). Cette région de Matam comprend 3 départements (Matam, Kanel et Ranérou), 5 arrondissements, 7 communes, 14 communautés rurales 420 villages et 396 hameaux. Pour nous résumer, soulignons tout simplement que ce département de Matam sur lequel porte cette étude doit être assimilé à l'actuelle région de Matam. Les analyses qui sont faites ici avaient pour objet d'expliquer la situation qui prévalait avant février-mars 2000, à l'avènement de l'alternance. Depuis lors, les données semblent avoir formellement changé en ce que, dans le nguenar (ancienne province du Fouta, correspondant à peu près à l'actuelle région de Matam) comme partout ailleurs dans le pays, la vague bleue du Parti démocratique sénégalais a déferlé balayant ainsi l'ancienne majorité. Ce faisant les matamois ont joué comme les autres la carte du « SOPI »(changement) qui seule était d'actualité. Mais la spécificité sociologique de la région qui justifiait l'intérêt de cette étude demeure toujours, rendant nécessaire le questionnement même sur l'ampleur et la profondeur de la victoire de la nouvelle majorité. D'où l'actualité des analyses qui vont suivre.

## INTRODUCTION

Les élections régionales, municipales et rurales du 24 novembre 1996 ont vécu. Elles auront particulièrement retenu l'attention par la forte mobilisation qu'elles ont suscitée auprès des électeurs et par le grand engagement dont les partis politiques ont fait montre à cette occasion. La singularité de l'événement est attestée par l'apparition, pour la première fois dans l'histoire de ce type de consultation (la 4ème depuis l'indépendance du Sénégal), de stratégies communicationnelles au sens moderne du terme : journaux locaux de campagne et plaquettes de programme<sup>1</sup>.

Cette nouvelle approche dans la séduction de l'électeur rappelle celle qui a prévalu lors des élections présidentielles de 1993. Elle est aussi confirmée par les législatives de 1998. Une telle répétition tendrait à accréditer la thèse d'un début de professionnalisation de la pratique politique au Sénégal<sup>2</sup>. Il ne serait pas exagéré de considérer, à certains égards, que ce changement qualitatif a été tardif et qu'il aura besoin d'être pérennisé notamment par la mise à la disposition du politique de repères et d'outils techniques susceptibles de fonder désormais une démarche plus rationnelle. Cette aide doit essentiellement provenir des politologues en général et des sociologues des élections en particulier, dont les travaux en la matière sont peu nombreux et pas seulement au Sénégal.<sup>3</sup> D'où l'idée de cet article sur les motivations de la fidélité du vote en faveur du Parti Socialiste (P.S.) dans le département de Matam (parfois

---

<sup>1</sup> Parmi ces plaquettes, on peut particulièrement retenir celles qui ont été réalisées par le Parti Démocratique Sénégalais (P.D.S) et le Parti Socialiste (P.S.) pour Saint-Louis. Pour le P.D.S., voir « Rebâtir ensemble Saint-Louis : mon programme » avec Me Ousmane NGOM, à l'époque chef de file à Saint-Louis et n°2 du P.D.S. au plan national, novembre 1996. Pour le P.S., voir « And Defar Ndar » (bâtir Saint-Louis ensemble) : « Programme de Développement Municipal de Saint-Louis, 1997-2001 » avec Ibrahima FALL Mbida, novembre 1996.

<sup>2</sup> Cf. KANTE B., Les élections présidentielles et législatives du 28 février 1988, *Annales africaines* 1989-90-91, page 163.

<sup>3</sup> Du début des années 60 à la fin des années 80, seuls quelques rares travaux furent consacrés aux élections en Afrique en général, et au Sénégal en particulier. La matière ne prend de l'intérêt que depuis 1990. Cf. à ce propos respectivement : BAYART J-F., CONSTANTIN F., COULON CH. et MARTIN D. : *Aux urnes l'Afrique ! Elections et pouvoir en Afrique Noire*, Paris, Pedone, 1978 ; COULON CH., *Elections, Factions et Idéologies au Sénégal*, in BAYART et autres, *Op.cit*, page 179 ; MARTIN D., *Les Contradictions de l'unanimité, premiers jalons pour une problématique générale des élections en Afrique*, *Revue algérienne des Sciences Juridiques, Economiques et Politiques*, Vol. XIV, n°3, septembre 1977, page 48 ; NZOUANKEU J-M. *Réforme de l'Administration territoriale et Elections municipales et rurales de 1984 au Sénégal*, *RIPAS* n° 12-13, page 9 ; SYLLA S., *Les Leçons des élections sénégalaises du 27 février 1983*, *Annales africaines* 1983-84-85, page 229 ; KANTE B. *Op.cit* ; *Senegal's Empty Elections*, in *Journal of democracy* 1994, n°1, page 96.; NDIAYE M. et VENGROFF R. *The impact of Electoral Reform at the local level in Africa : the case of Senegal's 1996 Local Elections*, à paraître in *Canadian Journal of African studies* ; BECK L. « *Patrimonial Democrats' in a culturally Plural Society : Democratization and accommodation in the Patronage Politics of Senegal* » ; *PHD Thesis*, University of Wisconsin-Madison, 1996 ; HARYWARD F. M., *Elections in Independent Africa*, Westview Press, 1987 ; voir enfin le numéro 69 de la *Revue Politique Africaine* de Mars 1998, intitulé « *Des élections comme les autres* ».

Matam simplement dans le texte). Dans ce texte il s'agira d'appréhender ces faits en se fondant sur les principales théories explicatives du vote.

Cette étude découle d'une recherche plus globale entreprise par le GERCOP sur le comportement de l'électeur dans la région de Saint-Louis, au Nord du Sénégal, c'est-à-dire le long du cours moyen inférieur du fleuve Sénégal constituant aussi de frontière avec le Mali et la Mauritanie.<sup>4</sup>

## **I – PROBLEMATIQUE, HYPOTHESES ET ASPECTS METHODOLOGIQUES DE L'ETUDE.**

### **I.1 - Problématique et hypothèses de recherche**

La population de Matam, essentiellement rurale à 95%, est évaluée à 461.836 habitants pour une superficie de 29.616 km<sup>2</sup>, soit le septième du territoire national. Elle est composée de 99% de musulmans, de 54% de femmes et 60% de jeunes de moins de 20ans. D'un point de vue historique, Matam recouvre le territoire d'anciens royaumes ou empires qui ont marqué l'histoire politique de la sous-région. L'histoire de son peuplement originel semblerait liée à la dislocation du puissant empire de Mali mais aussi à la venue aux XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles de vagues migratoires en provenance des anciens royaumes du Walo, du Cayor et Djoloff. D'un point religieux, la zone a été la zone de pénétration et d'influence de l'Islam.<sup>5</sup>

Au plan socio-économique, Matam regorge de potentialités. C'est ainsi que depuis plus d'une dizaine d'années, un important gisement de phosphates a été découvert à Dindory (localité située à proximité de la ville de Matam). En attendant le démarrage de son exploitation, Matam restera encore une zone déshéritée. La constance de ce fait reçoit confirmation au regard, en premier lieu, des infrastructures industrielles dont Matam est

---

<sup>4</sup> L'étude a été conçue et réalisée par une équipe de chercheurs de la section Science politique de l'Université Gaston Berger, dénommée Groupe d'études et de Recherches Constitutionnelles et Politiques (GERCOP). Elle a fait l'objet d'un rapport intitulé : "Décentralisation et élections locales dans la région de Saint-Louis", document inédit.

<sup>5</sup> Matam fait partie du territoire de l'ancien royaume théocratique de Thierno Souleymane BAAL. Cf. à ce propos WANE Y., Les Toucouleurs du Fouta Toro, Dakar, IFAN, 1969 et BECK L. op.cit

totalemment dépourvu alors que le département de Dagana (qui englobe aussi la ville de Saint-Louis) en compte quatre.<sup>6</sup>

Ce jugement s'impose, en second lieu, pour le volet sanitaire, tant par la faiblesse du taux de couverture sanitaire que par l'accroissement du taux d'incidence de certaines maladies infectieuses comme le sida. Cette situation sur le plan épidémiologique est liée à la vocation migratoire de la région.<sup>7</sup> Ce sentiment demeure au regard enfin du système éducatif à propos duquel la région compte le plus faible taux brut de scolarisation de la zone Nord. (49,60%)<sup>8</sup>

Cependant au plan politique, il y a lieu d'insister sur la place centrale de Matam dans le dispositif des victoires électorales du P.S. depuis l'indépendance. Ce rôle de bastion est régulièrement confirmé, malgré l'érosion constante de son électorat, depuis que L. S. Senghor<sup>9</sup> (en rompant avec Lamine Guèye et la SFIO, en 1948) a obtenu le soutien des notables religieux et traditionnels comme Thierno Seydou Nourou Tall.<sup>10</sup>

### **Tableau synthétique des élections nationales les plus récentes<sup>11</sup>**

<sup>6</sup> Ce sont : la SNTI, la CSS, la SOCAS et l'IDIS qui produisent et distribuent de la tomate et du sucre.

<sup>7</sup> Les maladies les plus courantes découlent d'une mauvaise hygiène et de mauvaises conditions de vie sanitaire et sociale. On rencontre beaucoup de cas de dysenterie et de maladie de peau à côté de cas d'accès palustres très élevés.

<sup>8</sup> Le taux brut de scolarisation est issu du rapport entre la population scolarisable et la population scolarisée. En terme de comparaison, il s'élève à 66,03% pour la région Saint-Louis et 81,46% pour la commune de Saint-Louis

<sup>9</sup> Léopold Sédar SENGHOR fut le créateur du P.S. actuel et le premier Président de la République du Sénégal. Il quitta volontairement le pouvoir, à la tête du parti comme de l'Etat, pour le céder à l'actuel chef de l'Etat, en 1981.

<sup>10</sup> Ce soutien s'est concrétisé lors des élections de 1951 qui ont suivi la création du Bloc Démocratique Sénégalais (B.D.S.) en 1948. Ces consultations ont consacré la victoire de SENGHOR et de son Parti grâce à un considérable apport de voix de l'électorat pulaar. Notons que Thierno Seydou Nourou Tall fut le petit fils de El-Hadj Oumar, Marabout Torodo et grand propagateur de l'Islam au Fouta. Il s'agit ici d'une information capitale dont l'importance se mesure à l'aune du mode de structuration de la société toucouleur fondée sur le primat de l'imamat.cf

<sup>11</sup> La tendance observée ici se retrouve aussi dans les élections locales à l'occasion desquelles le P.S.. recueille toujours plus des 2/3 des suffrages exprimés à Matam, alors que la moyenne nationale dépasse rarement les 60%

Année	Présidentielles % de voix en faveur du P.S.		Législatives % de voix en faveur du P.S.	
	1988	1993	1993	1998
Département de Matam	94%	89%	79,61%	58,02%
Moyenne Nationale	73,21%	58,40%	56,56%	50,19%

(Source : Ministère de l'Intérieur)

Il y a donc un contraste très mais surtout incohérent apparent entre d'une part le très fort et constant engagement du département aux côtés du parti socialiste alors au pouvoir et d'autre part la marginalisation économique de la région. La question de recherche qui se pose alors est de savoir quel est le fondement de la pérennité de cette adhésion massive du département au P.S. Pour répondre à cette question, nous émettons deux hypothèses :

**Hypothèse 1** : Il existe un clientélisme politique favorable au parti socialiste. Ce clientélisme repose sur des facteurs socioculturels. En d'autres termes, nous présumons l'existence de logiques clientélistes sur des rationalités locales à forte prégnance socioculturelle.

**hypothèse 2** : Le poids des facteurs socioculturels dans le vote augmente à mesure que l'on s'éloigne des centres urbains.

Pour vérifier ces hypothèses nous allons nous fonder sur une analyse de données issues de deux types de collectes, l'une quantitative et l'autre qualitative.

## I.2 - Aspects méthodologiques

La première enquête a consisté en une collecte de données quantitatives. L'enquête a été entreprise par l'équipe du (Groupe d'Etudes et de Recherches Constitutionnelles et Politiques (GERCOP) de l'Université Gaston Berger de Saint-louis. Elle a lieu dans le courant du mois d'août 1996 et a porté sur un échantillon de 3.000 personnes choisies parmi les

---

des voix dans les autres communes urbaines (exemple : le P.S. a recueilli 72,93% des suffrages exprimés à Matam pour une moyenne nationale de 59,8% lors des élections locales de novembre 1996).

électeurs ayant voté aux législatives et/ou aux présidentielles de 1993 sur un total de 312.759 électeurs de l'ancienne région de Saint-Louis qui englobait alors l'actuelle région de Matam. Le choix de l'échantillon a été fait sur la base d'une stratification prenant compte la répartition des votants entre hommes et femmes, entre jeunes et personnes âgées et entre ruraux et citadins : il s'agit donc de choix raisonné. Le sondage a été réalisé selon la méthode des quotas à trois degrés. Ainsi on a d'abord tiré les communes ou villages (1er degré) à l'intérieur desquels on a choisi des carrés de maisons (2ème degré) avant de sélectionner au sein de ceux-ci les personnes à enquêter (3ème degré) <sup>12</sup>.

S'agissant de la deuxième opération, elle a consisté en une collecte de données qualitatives. Celle-ci s'est déroulée sous la forme d'entretiens centrés<sup>13</sup> dans Matam commune, auprès d'une dizaine de personnes (six hommes et quatre femmes) dont la moyenne d'âge tourne autour de 40 ans pour les hommes et de 22 ans pour les femmes<sup>14</sup>. L'intérêt d'avoir sélectionné des femmes tient dans l'esquisse de la problématique du genre. Une des hypothèses implicites à la base du choix est double. D'une part les hommes et les femmes ont des degrés d'information différents, ce qui fonderait la variation de leur comportement politique en général et électoral en particulier. D'autre part, certaines études font état d'une participation politique variable selon le sexe qui s'expliquerait par la focalisation des femmes sur la sphère publique contrairement aux hommes qui seraient beaucoup plus tournés vers la sphère publique. De plus, au Sénégal, la configuration des rapports sociaux de sexe justifie que l'on cherche à vérifier si celle-ci ne déteint pas sur le comportement politique des deux sexes.

Au plan global, l'examen approfondi des résultats accrédirait l'existence de variables lourdes susceptibles d'expliquer clairement le vote des électeurs.

D'un point de vue spécifique, il nous a fourni l'occasion de nous pencher de manière plus approfondie sur le cas du département de Matam. Celui-ci est a été toujours considéré comme le bastion du Parti au pouvoir puisqu'il lui fournissait régulièrement depuis 1963, ses meilleurs pourcentages de vote à l'échelle nationale alors que pendant le même temps, il restait

---

<sup>12</sup> Pour les besoins de notre recherche, nous ne reproduisons dans le texte (infra) que les questions qui nous intéressent. Après l'enquête les données ont été saisies sur ordinateur avec le logiciel SPSS. C'est sur ce logiciel même que les données ont été analysées. L'analyse a consisté en des tris-à-plat (étude des distributions variables) et en des analyses bivariées (recherche de corrélation entre les variables).

<sup>13</sup> Ils sont parfois dits semis-directifs. Ils ont porté ici sur l'information politique.

<sup>14</sup> Voir guide d'entretien en annexe. S'agissant de l'analyse de ces données, on a recouru à une analyse de contenu au sein de laquelle on a privilégié l'approche thématique (information).

économiquement marginalisé par le pouvoir. Il s'agit de ce que Miles et Hubermann<sup>15</sup> nomment « les faits surprenants » et qu'ils considèrent éléments susciter la recherche scientifique.

Comment expliquer ce paradoxe de l'électeur dans cette zone reculée ?

La réponse à cette question se trouverait dans la spécificité qui affecte ce département au double plan structurel et conjoncturel.

## II - UN CLIENTELISME POLITIQUE FONDE SUR UNE SPECIFICITE SOCIOCULTURELLE

En matière de sociologie électorale, la doctrine dominante oppose aujourd'hui deux grands modèles explicatifs du vote, regroupant eux-mêmes différentes sensibilités. Le premier est fondé sur des variables sociologiques ou d'attitudes appelées aussi variables à long terme. Le second fait appel à des variables plutôt conjoncturelles ou rationalistes dites à court terme. Ces positions sont clairement identifiées en France comme aux Etats-Unis. En France, on a pendant longtemps interprété le vote à la lumière du modèle siegfriedien ou modèle de l'écologie électorale.<sup>16</sup> Celui-ci renvoie au poids du contexte social sur le comportement politique. Il consiste à mettre en rapport les données sur la distribution du vote dans une zone précise avec les caractéristiques économiques, sociales, géographiques et historiques de celle-ci. Il a connu des évolutions doctrinales dont les plus remarquables restent le modèle historique et le modèle géographique.<sup>17</sup> Depuis le début des années 80, une nouvelle hypothèse du vote, dite rationnelle, a vu le jour. Elle consiste à voir dans l'électeur un

---

<sup>15</sup> Miles A.B, Hubermann A.M., *Analyse des données qualitatives*, 2<sup>e</sup> édition, Bruxelles, De Boeck, 2003, p. 488

<sup>16</sup> Le modèle écologique ou Siegfriedien se confond avec les résultats de la célèbre étude de André SIEGFRIED sur les comportements politiques dans un département français, au début de ce siècle : *Tableau Politique de la France de l'Ouest sous la III<sup>e</sup> République*, Slatkine Reprints, Paris, A. COLLIN, 1980 (1<sup>ère</sup> édition 1913). Voir MAYER N. et PERRINEAU P., *Les Comportements politiques*, Paris, Armand Collin, collection Cursus, 1992 et YSMAL C. *Le Comportement Electoral des Français*, Paris, la Découverte, 1982.

<sup>17</sup> Le modèle dit du traumatisme historique infléchit la thèse de Siegfried dans une perspective plus historique en soutenant que « la clef des clivages politiques présents est à rechercher dans le passé ». Cf. à ce propos, Paul Bois, *les Paysans de l'Ouest*, Paris Flammarion, 1971. Quant au modèle de la géographie électorale, il consiste à expliquer le comportement électorale en insistant plutôt sur les données spatiales (mode de répartition des populations ...) ; Voir GOGUEL F, *Chroniques électorales*, 3 T., Paris, FNSP, 1981, 83 a et 83 b.

individu qui réagit par rapport à l'offre faite par les candidats en terme de programmes à l'élection et qui se détermine en fonction des contraintes du court terme <sup>18</sup>.

S'agissant des Etats-Unis, cette opposition existe depuis fort longtemps, notamment entre le modèle dit de Columbia et le paradigme de Michigan. Le premier enseigne que les caractéristiques sociales déterminent les préférences politiques alors que le second soutient plutôt l'importance du contexte électoral et des facteurs psychologiques dans le choix de l'électeur. <sup>19</sup>

Aujourd'hui de plus en plus de voix s'élèvent dans la doctrine pour appeler au dépassement de la querelle entre ces différentes écoles. Pour autant, les modèles de la sociologie électorale d'une part et de la rationalité du vote d'autre part, continueront encore pour longtemps, dans leur opposition, à fournir les principaux instruments d'analyse du choix de l'électeur. L'hypothèse de la rationalité du vote quant à elle, malgré les nombreuses réserves qu'elle suscite, n'en demeure pas moins plus adaptée à la configuration et au niveau d'évolution technologique des sociétés contemporaines. <sup>20</sup>

C'est à travers cette double grille de lecture du vote de l'électeur que l'on voudrait analyser le vote à Matam.

A propos de l'électeur rationnel, J. Gerstlé en présente quatre variantes à la base desquelles l'information joue un rôle central <sup>21</sup>:

- la première est celle de l'électeur rationnel ;
- la deuxième est celle de l'électeur responsable ;
- la troisième est celle de l'électeur sensible ;
- la quatrième est celle de l'électeur néo-rationnel.

---

<sup>18</sup> Cf. GERSTLE J., L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture, RFSP, vol 46, p. 731 ; par ailleurs GARRIGOU A., « Conjoncture politique et vote », in GAXIE D. , l'Explication du Vote, Paris, Presses FNSP, 1985 ; HABERT Ph et LANCELOT A. L'émergence d'un nouvel électeur, Elections législatives, 1988, in Le Figaro/Etudes politiques, 1988, p. 16-23 ; BLONDIAUX L. Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les Métarmorphoses d'une problématique incertaine, RFSP, vol. 46, p.753 et enfin LEHINGUE P. L'Analyse économique des choix électoraux ou comment choisir d'économiser l'analyse, Politix n°41, p. 88.

<sup>19</sup> Voir à ce propos les importants travaux produits d'une part par le chef de file de l'Ecole de Columbia, Paul LAZARFELD et son équipe depuis the People's Choice (1944) et d'autre part par les tenants du paradigme de Michigan comme CONVERSE P. ; STOCKES D. et les autres comme The People's Elect a President (1952) Cf. MAYER N. et PERRINEAU P. , op.cit.

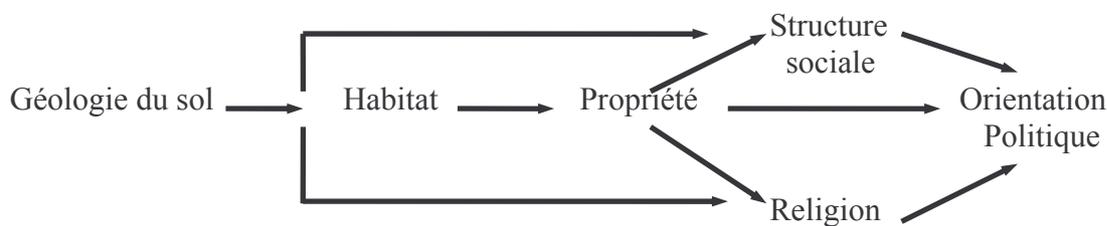
<sup>20</sup> BLONDIAUX L., op.cit.

<sup>21</sup> Sur leur définition respective, cf. GERSTLE, op.cit.

Mais aucune de ces figures ne correspond à l'électeur « matamois » ; cela s'explique essentiellement par le fait qu'il soit à la fois, encore très dépendant des structures sociales, et peu informé politiquement ; c'est-à-dire peu compétent et peu impliqué dans le jeu politique.<sup>22</sup>

Nous voudrions dans les lignes qui vont suivre essayer d'expliquer le vote P.S. à Matam en ayant essentiellement recours au modèle sociologique. En effet, selon P. Bourdieu, il existe une homologie entre le champ social et le champ politique, autrement dit les comportements sociaux détermineraient les comportements politiques en général et électoraux en particulier.<sup>23</sup>

### Le modèle explicatif SIEGFREDIEN



(Pascal Perrineau et Nonna Mayer, 1992)

A Matam, comme le montre L. Beck si les facteurs socio-économiques du Sénégal affectent depuis l'indépendance le département, ils n'ont pas pour autant fait disparaître la logique de fonctionnement traditionnelle de ses structures sociales.<sup>24</sup>

Pour mettre en évidence la prégnance des facteurs socioculturels, mais surtout leur influence sur le comportement électoral au niveau de ce département, nous allons examiner les résultats de l'enquête. Nous avons choisi certaines variables retenues dans le questionnaire administré aux enquêtés, à savoir :

*- Accordez-vous de l'importance au pouvoir économique du candidat ?<sup>25</sup>*

<sup>22</sup> Certains auteurs lient la participation politique (le fait pour un citoyen de prendre part aux activités politiques) à l'information et à la compétence. Celle-ci est entendue de la capacité à adopter des décisions raisonnées. Voir à ce propos notamment BOURDIEU P., la distinction, Paris, Minuit, 1979 ; GAXIE D., Le Cens Caché, Inégalités Culturelles et Ségrégation Politique, Paris, le Seuil, 1978 et MAYER N. et PERRINEAU P., op. cit..

<sup>23</sup> L'homologie entre le champ social et le champ politique permettrait d'expliquer à la fois les notions de compétence et de participation politiques, au sens notamment de P. Bourdieu et D. Gaxie., (op.cit). En effet, les personnes se trouvant en haut de l'échelle sociale seraient plus enclines à participer de façon plus intense aux activités politiques. Celles-ci seraient hiérarchisées du haut vers le bas avec au sommet la présentation de la candidature à une élection et à la base le simple vote.

<sup>24</sup> L. Beck, op.cit.

- Accordez-vous de l'importance aux liens (de parenté, d'amitié ou d'ethnie) avec le candidat ?

- Accordez-vous de l'importance au rang social du candidat ?

- Accordez de l'importance au programme du candidat ?

Les résultats montrent une corrélation très forte entre les réponses et le département ; autrement dit à mesure que l'on s'éloigne de Saint-Louis pour se rapprocher de Dagana, Podor, et Matam, la réponse est statistiquement différente. Ainsi sur 100 personnes interrogées dans chaque département, seules 9 personnes à Matam déclarent que le pouvoir économique du candidat est déterminant pour leur vote, contre 10 à Podor, 16 à Dagana et 20 à Saint-Louis (cf. tableau n°1).<sup>26</sup>

De même sur 100 personnes interrogées dans chaque département sur l'importance des liens de parenté ou d'amitié dans le vote, 32 déclarent à Matam prendre en compte ces liens, contre 27 à Podor, 24,7 à Dagana et 24,5 à Saint-Louis (cf. tableau n° 2). Enfin 11 personnes sur 100 à Matam déclarent prendre en compte le rang social du candidat contre 10 à Podor, 6 à Dagana et 9 à Saint-Louis (cf. tableau n°3).

Il apparaît donc dans le département de Matam, plus que dans tout autre département, que le vote obéit davantage à des considérations modulées par les réalités socioculturelles locales. D'ailleurs l'examen de la distribution des réponses à la question sur l'importance accordée au programme présenté par le candidat renforce ce constat d'un défaut de rationalité du vote à Matam, au sens de Gerstlé.<sup>27</sup>

En effet sur 100 personnes interrogées dans chaque département, 70 à Matam déclarent que le programme du candidat n'est pas déterminant dans leur vote contre 63 à Podor, 45 à Dagana et 42 à Saint-Louis (cf. tableau n°4).

**Tableau 1 : Importance accordée au pouvoir économique du candidat**

Modalité	Département				
	ST-Louis 1	Dagana 2	Podor 3	Matam 4	Total

<sup>25</sup> L'enquête a porté sur les trois types d'élections présidentielles, législatives et locales. Mais pour les besoins de l'analyse, nous n'avons retenu que l'élection présidentielle.

<sup>26</sup> Il s'agit de distributions conditionnelles.

<sup>27</sup> Op. cit. La notion de rationalité est ici entendue au sens de la doctrine dominante telle qu'elle a été précédemment exposée. Dans cette perspective, le vote prend une autre dimension en Afrique, compte tenu de l'orientation plus collectiviste des sociétés. Pour mettre en exergue cette spécificité, différentes notions ont été utilisées, telle la personnalisation du vote. Voir à ce propos BAYART et autres, op.cit.

<b>Oui (bcp)</b> 1	<b>95</b> 25,7 % 19,5 %	<b>118</b> 32.0 % 15.8 %	<b>71</b> 19.2 % 10.1 %	<b>85</b> 23.0 % 8.9 %	<b>369</b> 100 %
<b>Oui</b> (un peu) 2	<b>24</b> 18,2 % 4,9 %	<b>47</b> 35.6 % 6.3 %	<b>13</b> 9.8 % 1.8 %	<b>48</b> 36.4 % 5.0 %	<b>132</b> 100 %
<b>Non pas du tout</b> 3	<b>367</b> 15.3 % 75.5 %	<b>584</b> 24.4 % 78.0 %	<b>621</b> 25.9 % 88.1 %	<b>824</b> 34.4 % 86.1 %	<b>2396</b> 100 %
<b>Column</b> <b>Total</b>	<b>486</b> 100 %	<b>749</b> 100 %	<b>705</b> 100 %	<b>957</b> 100 %	<b>2897</b> 100.0

Tableau 2 : Importance accordée aux liens avec le candidat (parenté, amitié etc.)

Modalité	Département				
	ST-Louis 1	Dagana 2	Podor 3	Matam 4	Total
<b>Oui (bcp)</b> 1	<b>117</b> 14.5 % 24.5 %	<b>186</b> 23.0 % 24.7 %	<b>192</b> 23.8 % 26.8 %	<b>312</b> 38.7 % 32.2 %	<b>807</b> 100 %
<b>Oui</b> (un peu) 2	<b>39</b> 19.2 % 8.2 %	<b>54</b> 26.6 % 7.2 %	<b>16</b> 7.9 % 2.2 %	<b>94</b> 46.3 % 9.7 %	<b>203</b> 100 %
<b>Non pas du tout</b> 3	<b>322</b> 16.9 % 67.4 %	<b>512</b> 26.9 % 68.1 %	<b>508</b> 26.7 % 70.9 %	<b>563</b> 29.6 % 58.1 %	<b>1905</b> 100 %
<b>Column</b> <b>Total</b>	<b>478</b> 100 %	<b>752</b> 100 %	<b>716</b> 100 %	<b>969</b> 100 %	<b>2915</b> 100.0

**Tableau 3 : Importance accordée au rang social du candidat (parenté, amitié etc.)**

Modalité	Département				
	ST-Louis 1	Dagana 2	Podor 3	Matam 4	Total
<b>Oui 1</b>	<b>46</b>	<b>44</b>	<b>72</b>	<b>104</b>	<b>266</b>
	<b>17.3 %</b>	<b>16.5 %</b>	<b>27.1 %</b>	<b>39.1 %</b>	<b>100 %</b>
	<b>9.4 %</b>	<b>5.9 %</b>	<b>10.0 %</b>	<b>10.6 %</b>	
<b>Non 2</b>	<b>441</b>	<b>705</b>	<b>645</b>	<b>873</b>	<b>2664</b>
	<b>16.6 %</b>	<b>26.5 %</b>	<b>24.2 %</b>	<b>32.8 %</b>	<b>100 %</b>
	<b>90.6%</b>	<b>94.1</b>	<b>90.0 %</b>	<b>89.4 %</b>	
<b>Total</b>	<b>487</b>	<b>749</b>	<b>717</b>	<b>977</b>	<b>2930</b>
	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100.0</b>

**Tableau 4 : Importance accordée au programme politique du candidat**

Modalité	Département				
	ST-Louis 1	Dagana 2	Podor 3	Matam 4	Total
<b>Oui (bcp) 1</b>	<b>224</b>	<b>328</b>	<b>238</b>	<b>196</b>	<b>986</b>
	<b>22.7 %</b>	<b>33.3 %</b>	<b>24.1 %</b>	<b>19.9 %</b>	<b>100 %</b>
	<b>47.2 %</b>	<b>45.1 %</b>	<b>34.6 %</b>	<b>22.8 %</b>	
<b>Oui (un peu) 2</b>	<b>58</b>	<b>69</b>	<b>16</b>	<b>67</b>	<b>210</b>
	<b>27.6 %</b>	<b>32.9 %</b>	<b>7.6 %</b>	<b>31.9 %</b>	<b>100 %</b>
	<b>12.2%</b>	<b>9.5 %</b>	<b>2.3 %</b>	<b>7.8 %</b>	
<b>Non pas du tout 3</b>	<b>193</b>	<b>330</b>	<b>433</b>	<b>595</b>	<b>1551</b>
	<b>12.4 %</b>	<b>21.3 %</b>	<b>27.9 %</b>	<b>38.4 %</b>	<b>100 %</b>
	<b>40.6 %</b>	<b>45.4 %</b>	<b>63.0 %</b>	<b>69.3 %</b>	
<b>Column Total</b>	<b>475</b>	<b>727</b>	<b>687</b>	<b>858</b>	<b>2747</b>
	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100.0</b>

**Légende : Les pourcentages en vert sont les distributions marginales : elles se lisent en ligne**

**Les pourcentages en jaunes sont les distributions conditionnelles : elles se lisent en colonne**

Il apparaît donc que la rationalité au sens moderne du terme (c'est-à-dire celle fondée sur une adhésion à des programmes politiques clairs) du vote diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la ville et de l'espace qu'il polarise. Ce mouvement coïncide avec un accès plus limité à l'information en général et à l'information politique en particulier. En fait, l'éloignement des espaces urbains reste un handicap et une limite à la diffusion des idées et des informations. Or, les études sur le comportement électoral privilégient de plus en plus ce qu'on appelle l'« issue vote » ou vote sur les enjeux<sup>28</sup>. Selon les tenants de cette théorie, chaque élection est porteuse d'un certain enjeu qui est justement « construit » par l'information et la communication. L'accès limité à ces sources pérennise ce que KEY (1966) appelle la « Standing decision », c'est-à-dire un comportement électoral peu sensible aux fluctuations. En effet, l'éloignement des espaces urbains avec ce que cela implique en terme d'insuffisance de pénétration des flux d'informations et d'idées tend à s'opposer au processus d'érosion des référentiels socioculturels locaux. Or ce sont ces référentiels qui alimentent et reproduisent la « standing decision ». A Matam on vote toujours P.S. et il en est ainsi depuis trois décennies. On le vote de père en fils, de génération en génération pour le même parti. Ce qui nous fait dire que le référentiel socioculturel détermine le comportement politique. C'est d'ailleurs la principale conclusion de l'Ecole de Columbia dont la figure emblématique, en l'occurrence LAZARFELD admit qu'« une personne pense politiquement comme elle est socialement ». A Matam, le fondement du poids de ces facteurs socioculturels réside principalement dans le mode de structuration de la société toucouleur. Comme l'a si bien montré Yaya WANE, la société toucouleur est stratifiée en six groupes qu'on peut ramener à trois catégories superposées à savoir : les « Rimbé » (nobles), les « Nyembé » (hommes libres mais exerçant un art) et les « Jyaabé » (esclaves).<sup>29</sup> M. WANE emploie à leur propos la notion de catégorie sociale qui revêt ici une importance fondamentale dans la mesure où elle sous-tend une identification sociale certaine (tout autant politique que socioprofessionnelle).<sup>30</sup> C'est dire à quel point chacun de ces groupes intègre à la fois sa place et sa fonction dans la communauté. Cette approche permet de bien comprendre la prééminence du sous-groupe des torobé (nobles dirigeants ou « Rimbé Aardibé » que l'on peut différencier des nobles simples ou « Rimbé Hunnybé ») par rapport aux autres catégories sociales.

<sup>28</sup> La notion de vote sur les enjeux se rapporte au vote conjoncturel ou rationnel. Cf. à ce propos MAYER N. et PERRINEAU P. Op.cit et GERSTLE, op. cit. étendard

Les « Rimbé » de façon générale et les « Rimbé Aardibé » de façon particulière sont à la tête des unités collectives (des plus petites comme les familles ou les carrées de maisons au plus grandes comme les villages ou communautés villageoises) qui leur obéissent à charge pour eux d'en assurer l'ordre, la stabilité et la subsistance. Ce sont des « Chefs de famille » comme les appelle Yaya Wane <sup>31</sup>. C'est ici que prend toute son importance la notion de dépendance telle qu'envisagée dans le modèle Siegfriedien à savoir l'influence politique qu'exercent les détenteurs des moyens, donc du pouvoir social, à savoir le propriétaire terrien et le chef religieux. Cette notion de chef de famille revêt ici une dimension politique qui s'affirme nettement en période électorale en ce sens que « depuis la fin de la seconde guerre mondiale, non seulement c'est le chef de famille qui décide du sens unique des suffrages de ceux qui dépendent de lui (vote sentimental et non doctrinal) mais encore, pour être certain de cette unanimité, lui seul ira au scrutin porteur de l'ensemble des cartes de son foyer. Le rôle politique dominant du chef de famille est si connu du candidat aux suffrages (« Laartoowo »), qu'en période électorale celui-ci chargera celui-là de toutes les vertus, lui fera maintes visites, et n'oubliera pas les cadeaux rituels qui sont devenus combien déterminants pour orienter l'opinion politique ». <sup>32</sup> Ces passages suggèrent l'interprétation suivante : les chefs de famille jouent le rôle d'intermédiaires politiques. On peut davantage expliquer leur poids dans la stratégie du P.S. en faisant référence au pouvoir à la fois social (statut de dirigeant) et économique (détenteurs ou responsables des terres) dont les « Rimbé » sont dépositaires. C'est ce capital qu'ils détiennent qui leur confère un pouvoir politique (perspective substantialiste) qu'ils peuvent exercer sur leurs « sujets » (perspective interactionniste). <sup>33</sup> La situation qui prévaut ainsi se résume en termes d'écologie politique du territoire. Le concept d'écologie politique du territoire a été développé par Schmitz et Lericollais. Il s'agit d'un modèle explicatif montrant comment est instituée au plan politique, social, économique et environnemental la domination des nobles sur les autres dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal. Il s'agit d'un système original de projection de l'architecture sociale sur l'espace agricole utile. Cette architecture a une forme pyramidale dont les nobles occupent le sommet

---

<sup>30</sup> Les notions de catégorie et d'identification sociales sont entendues ici au sens de Stein ROKKAN. Voir à ce propos les articles qui reproduisent sa pensée dans la Revue internationale de politique comparée, vol 2, n°1, 1995, notamment l'article de TILLY R., Stein ROKKAN et les Identités Politiques, page 27.

<sup>31</sup> Op.cit, p. 168.

<sup>32</sup> Y. WANE, *ibid*. Il convient de noter que la stratification sociale dans la société toucouleur n'est pas antinomique avec la notion de famille. En effet, le concept de parenté qui implique la notion de famille renvoie tout simplement à l'existence d'un certain nombre de liens, pas nécessairement sanguins, de nature variable et bien ancrés dans le temps et dans l'espace.

<sup>33</sup> BRAUD P., *La Vie Politique*, coll. Que sais-je ?, P.U.F., Paris 1985, pp. 10-11.

tandis qu'à la base siègent les castes serviles. Entre ces deux extrêmes, on a les hommes libres. Cette architecture est donc projetée sur l'espace agricole à partir des cuvettes *de descendants* qui recueillent les limons des crues. Ces riches terres sont appropriées par les nobles et à mesure que l'on descend dans la hiérarchie sociale, le degré de fertilité des terres décroît. Ainsi, les castes serviles se retrouvent excentrées sur les marges de l'espace agricole, sur les fameux « podés » qui sont des zones qui ne sont inondées et donc cultivables qu'en cas de crues exceptionnelles. Ils sont donc obligés d'emprunter aux nobles maîtres des terres des parcelles. Or cette sujétion économique impose une sujétion sociale et politique.

D'ailleurs dans le langage politique courant au Sénégal, on parle à leur propos de « porteurs de voix ». C'est bien ce que montre COULON Ch. dans ses différents travaux sur le poids du clientélisme politique dans les relations entre le pouvoir politique moderne et les structures traditionnelles.<sup>34</sup> De fait, on pourrait ici utiliser, à l'instar de ce qui se passe dans le champ des rapports entre les confréries religieuses et le pouvoir politique, la notion d'entrepreneurs politiques.<sup>35</sup>

Ce sont eux qui fournissent au candidat le potentiel d'électeurs lui permettant l'emporter sur son concurrent. Ce sont des faiseurs de roi, s'ils ne sont pas des rois eux-mêmes. Cette force du parti majoritaire réside dans sa capacité d'anticipation. En effet très tôt, à la naissance de son ancêtre, le B.D.S., le P.S. a largement misé dans cette catégorie sociale en investissant généralement dans ces listes des personnes issues de la caste noble, c'est-à-dire des grandes familles « Torobé ». Ce système lui permet à la fois de s'attirer le suffrage des populations légitimistes par inclination tout en ne dérogeant pas au type d'organisation sociale du terroir. En un mot, le P.S. s'est accommodé des systèmes de pouvoirs traditionnels locaux. C'est là assurément sa force consistant à bien s'imprégner des logiques sociales locales pour les intégrer grâce à des stratégies politiques adaptées. On peut faire remarquer à ce propos dès les premières élections qui ont suivi sa création, le parti de Senghor a investi Issa Kane, un fils du terroir appartenant à une grande famille noble. Cette logique a été maintenue depuis lors pour tous les types d'élections.

---

<sup>34</sup> Voir par exemple : « Elections, factions et idéologies au Sénégal », in BAYART et autres, op.cit., page 149 ; Le Marabout et le Prince. Islam et Pouvoir au Sénégal, Paris, Pedone 1981 et enfin les Musulmans et le Pouvoir en Afrique Noire. Religion et Contre-Culture, Paris, Karthala, 1983.

<sup>35</sup> Cf. CRUISE O'BRIEN D. B., « La Filière musulmane ... », in Politique Africaine n°4, 1981, page 7 et COULON Ch., OP.cit.

La prégnance de ce fait est telle que l'investiture d'un « Nyeenno » (homme libre) comme tête de liste lors des élections locales de 96 dans une importante coordination du P.S. (Kanel) a donné lieu à une grande frustration qui a débouché sur des défections politiques et des menaces de « vote-sanction » électorales.<sup>36</sup> Dans ces conditions, le vote constant de l'électeur est rarement perturbé, comme dans les démocraties occidentales, par le flux communicationnel.

### III – UN VOTE SOUS-TENDU PAR UNE SOUS INFORMATION POLITIQUE

Il ressort des distributions contenues dans les tableaux 1, 2, 3 et 4 que à mesure que l'on s'éloigne de la capitale régionale et qu'on va vers «l'hinterland», les électeurs accordent plus d'importance aux liens personnels (parenté, ethnie amitié, rang social) avec le candidat, et moins d'importance à son programme. En un mot, on remarque qu'à mesure que l'on s'éloigne de Saint-Louis, les considérations socioculturelles pèsent davantage sur le choix de l'électeur qui se rationalise moins. Qu'est-ce qui expliquerait ce fait ?

La ville et l'espace qu'il polarise favoriseraient-ils une plus grande rationalisation du vote ? Si oui, pourquoi ?

Tout en ayant à l'esprit que concomitance ne signifie pas causalité, on peut relever la juxtaposition de deux faits :

- la commune de Matam, et de façon générale, le département sont considérés comme des bastions du parti au pouvoir, le P.S. ;
- la large sous information, sur le plan politique, de ses habitants est un fait réel.

La question que l'on pourrait alors se poser est de savoir si l'information politique ne constitue pas un élément du puzzle de la domination du P.S. dans le département de Matam. En d'autres termes : est-ce à cause de l'insuffisance de leur information politique que les habitants de Matam se font recruter massivement dans les rangs du P.S. et qu'une fois dans ce parti, ils lui restent fidèles ?

---

<sup>36</sup> C'est dans cet important bataillon de frustrés que va recruter une formation politique née des flancs du Parti socialiste : l'Union pour le Renouveau Démocratique (URD). La notion de « vote- sanction » recouvre toute les situations où l'électeur, membre d'un parti, vote lors d'une élection contre son parti ou son candidat.

On est tenté de répondre par l'affirmative si l'on met en rapport l'importance de l'information dans la détermination du vote aujourd'hui et un certain nombre de faits constants, spécifiques au département de Matam. Pour la tendance dominante de la doctrine, la notion de rationalité du vote implique celle de la compétence politique de l'électeur qui serait elle-même fondée sur une information adéquate et suffisante.<sup>37</sup> En effet la notion de compétence politique revêt, au sens de la doctrine majoritaire,<sup>38</sup> trois dimensions à savoir :

- 1 - L'intérêt pour la politique ;
- 2 - la possession d'un certain niveau de connaissance du jeu politique et la capacité à manipuler les principes idéologiques du monde politique ;
- 3 - l'aptitude à l'observation objective des réalités politiques, à la discussion et à la possession d'une structure de personnalité adéquate (ouverte).

Ces différents éléments de la compétence politique passe par l'information qui est censée affecter et aiguïser la sensibilité de l'électeur. En effet d'importants travaux ont montré, au début des années 70, les puissants effets que les médias exercent sur les électeurs.<sup>39</sup> Plus précisément c'est l'abondance et la qualité de l'information qui sont réputées produire des effets persuasifs sur le vote.<sup>40</sup> Ceux-ci seraient de trois ordres : il s'agit des effets d'agenda, de cadrage et d'amorçage. Le premier rend compte de l'impact des médias sur la hiérarchisation des enjeux perçus par l'opinion. Le deuxième montre à quel point le mode de présentation d'un fait a tendance à affecter sa signification. Le troisième, enfin, permet de mesurer le poids des médias d'information sur la construction des jugements politiques.<sup>41</sup>

Or ces effets sont précisément ignorés de l'électeur matamois en raison de l'insuffisance de son information politique. Celle-ci s'expliquerait elle-même par deux faits principaux :

---

<sup>37</sup> Voir à ce propos BLONDIAUX, GAXIE et GERSTLE précités

<sup>38</sup> Voir supra.

<sup>39</sup> Ce fait est contemporain d'autres constats relatifs à la baisse des identifications partisans et à la montée concomitante de l'instabilité électorale.

<sup>40</sup> La notion de persuasion est appréhendée au sens d'une communication tendue vers la modification des préférences d'autrui, cf. Gerstlé, op.cit.

<sup>41</sup> Gerstlé, op.cit. L'auteur, pour bien montrer le poids de l'information dans l'émergence de l'enjeu décisif pour la détermination du vote, cite l'exemple de la campagne électorale pour les présidentielles de 1992 aux Etats-Unis où le flot continu des reportages et commentaires sur la situation économique du pays a relégué au second plan l'impact de la politique étrangère dont Bush voulait se servir comme principale arme.

- Le premier correspond à la faiblesse des équipements individuels et collectifs des habitants du département en matière de réceptifs et d'émetteurs ; ce qui constitue par ailleurs un indicateur assez fiable du niveau de vie économique des électeurs. En effet, il ressort de l'Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages, (ESAM) menée en 1994 et 1995, que seuls 65 % des ruraux possédaient la radio (équipement le plus fréquents des ménages sénégalais) contre 72 % de citadins alors que pour la télévision leur nombre atteint à peine 21,0 %.<sup>42</sup>

Cette tendance au sous-équipement est confirmée par les chiffres sur la répartition des ménages selon le mode d'éclairage par lieu de résidence dans la mesure où l'électricité reste à un très faible niveau d'utilisation dans le département de Matam ( à peine 2,5%).<sup>43</sup>

S'agissant de la faiblesse des équipements collectifs, elle se fonde sur l'apparition tardive des récepteurs-émetteurs et en très petit nombre sur le territoire du département, distant plus de 700 km de Dakar et plus de 400 km de Saint-Louis<sup>44</sup>. Elle donne lieu aussi à une réelle ignorance des événements majeurs qui font l'actualité du pays et de l'étranger, fait susceptible lui-même de créer des frustrations exprimées parfois, avec force et fracas comme à la veille de la Coupe d'Afrique des Nations organisée par le Sénégal en 1992.<sup>45</sup>

Cette situation de sous-équipement technique explique bien entendu la sous-information des populations qui revêt elle-même différents aspects. Ceux-ci apparaissent clairement à travers une corrélation entre un certain nombre de d'informations issues d'enquêtes tant quantitatives que qualitatives. S'agissant des données quantitatives elles proviennent d'une étude sur le taux de pénétration radiophonique dans les grandes villes, tenant en même temps lieu de capitales régionales.<sup>46</sup>

L'étude avait pour objet de mesurer à la fois l'audience globale de la radio (principal support d'information et de communication au Sénégal) et celle des différentes stations. Bien que ne se rapportant pas directement au département de Matam proprement dit, ces données

---

<sup>42</sup> ESAM, Ministère de l'Economie des Finances et du Plan (MEFP), D.P.S., octobre 1997.

<sup>43</sup> Cf. le Rapport Régional sur le Recensement Général de la Population et de l'Habitat, MEFP, 1992.

<sup>44</sup> Seules deux radios sont reçues clairement par les populations : c'est la chaîne 3 (Antenne de Saint-Louis, la RTS) et Sud F.M. dont les émetteurs ne sont en place que depuis 2 ans à peine.

<sup>45</sup> Les jeunes de Matam avaient organisé en mai 1991 une marche populaire et retentissante. En effet, celle-ci avait reçu à l'époque le soutien des grands dignitaires religieux du coin en même temps qu'elle fut fortement médiatisée.

<sup>46</sup> Toutes les régions sont concernées à l'exclusion de celle de Dakar. L'étude a été réalisée par un bureau d'études (BDA), sur un échantillon de 2.200 personnes âgées de 18 ans et plus du 1er au 10 juin 1996.

dans leur lecture permettent de parvenir à des interprétations que l'on pourrait élargir à la situation du département étudié. En effet, on pourrait envisager celle-ci au regard de trois principaux points reflétés à travers les tableaux suivants, à savoir :

**Tableau n°5 .**

**- le taux de pénétration de la radio aux heures de grande écoute du lundi au vendredi - Base = auditeurs radio du lundi au vendredi**

Saint-Louis	
12h/13h	67,6
13h/14h	50
9h/10h	48,6
6h/7h	46
22h/23h	45

**le taux de pénétration de la radio aux heures de grande écoute du lundi au vendredi - Base = auditeurs radio le samedi**

Saint-Louis	
12h/13h	52,4
11h/12h	37,4
13h/14h	36,5
10h/11h	34,5
9h/10h	30,6

**Tableau n°6.**

**Classement des émissions les plus écoutées - Base = auditeurs radio RADIO SAINT-LOUIS**

Saint-Louis	
Antenne midi	40,4
Ker-gui	38,5
Théâtre	30,8
Informations	30,8
5/5	17,3
Emissions musicales	11,5
Emissions religieuses	10,9

**Source : BDA**

**Tableau n°7.**

**Classement des émissions les plus écoutées - Base = auditeurs radio RADIO SUD-FM**

Saint-Louis	
Infos wolof	54
Soirée sénégalaise	40
Emissions musicales	34,5
Bon appétit	23,4
Emissions religieuses	20,6
Avis et communiqués	18,2
Informations	15,8
Talk show	12,1

**Le taux de pénétration globale de la Radio** : la tranche horaire où le taux de pénétration globale de la radio est le plus élevé se situe à Saint-Louis entre 12 h et 14 h (tableau n°5). Or c'est une plage horaire pendant laquelle l'accès est aux différentes chaînes est rendu difficile à Matam par les conditions atmosphériques.

- **L'audience radiophonique** : l'indice le plus élevé est réparti à Saint-Louis entre la chaîne régionale (Radio Saint-Louis, antenne de la radio nationale) et Sud F.M. qui ne sont accessibles aux populations du département que depuis peu.

- **Les émissions les plus écoutées** : elles se rapportent en principe, à la politique, donc aux informations. Celles-ci n'arrivent que loin derrière d'autres émissions à caractère lucratif (tableau n°6). Toutefois, leur importance est parfois rehaussée à chaque fois qu'elles sont véhiculées en wolof (tableau n°7) ; malheureusement peu de personnes comprennent cette langue à Matam.<sup>47</sup>

Ces conclusions seraient par ailleurs renforcées par des informations issues d'une enquête qualitative réalisée à Matam ville sur un échantillon de 10 personnes sur la base d'entretiens semi-directifs.

A priori, il serait difficile d'inférer les résultats de ces dix entretiens à toute la population de Matam au point d'établir des régularités tendancielle. Cependant, comme il s'agit d'une analyse qualitative, le nombre d'unités statistiques à interviewer est peu important, seule importe la profondeur des entretiens. En analyse qualitative, le nombre d'entretiens importe peu, l'essentiel est d'arriver à la saturation de l'information. Dans l'analyse de ceux-ci on peut retenir globalement que pour les questions d'actualité, tant internationale, nationale que locale, les personnes interrogées sont largement sous informées. A priori les traditionnelles variables individuelles d'identification sociale (sexe, âge, profession et situation dans la profession) ne semblent pas induire des éléments de différenciation. En revanche, la variable instruction saisie ici à travers le niveau d'instruction (indicateur de mesure) semble être une variable de discrimination en ce sens que les seules personnes ayant été suffisamment informées au sujet des questions posées ont un niveau d'instruction équivalent au second cycle de l'enseignement secondaire. Or, nous l'avons vu le taux de scolarisation reste faible. Par ailleurs, sans vouloir faire du sexe une variable discriminante du point de vue de l'analyse (car seules quatre femmes ont été enquêtées), il s'est avéré que ce sont précisément les femmes qui constituent les personnes les moins informées ; ce qui se conçoit aisément du point de vue du mode de structuration sociale des populations étudiées.

---

<sup>47</sup> Ce fait est confirmé par les chiffres issus du RGPH, op. cit.

Comme on le voit l'électeur du département serait handicapé du point de vue de l'information politique par son éloignement géographique que n'arrive pas à compenser un équipement technique adéquat et suffisant en matière de diffusion de l'information.

A cette faiblesse d'ordre structurel se superpose un autre fait de nature conjoncturelle : c'est l'insuffisance de l'information due à la rareté des meetings politiques menés en période électorale. Ce constat découle aussi d'une enquête, menée concomitamment avec celle relative au comportement électoral, sur l'organisation et le fonctionnement des partis politiques dans la région de Saint-Louis. Dans l'analyse des résultats, il apparaît notamment<sup>48</sup> que les meetings électoraux, malgré leur caractère folklorique très prononcé, mobilisaient en définitive peu de personnes quel que soit le parti envisagé, tout en étant très espacés dans le temps. Ce constat est éclairé par le fait que l'initiative de l'organisation, tout comme l'animation et le financement de ces « fêtes » étaient souvent à la charge des instances nationales des partis politiques (parfois d'ailleurs des seuls dirigeants nationaux),<sup>49</sup> C'est ce qui apparaît à travers les entretiens que nous ont accordé les responsables locaux de deux partis qui revêtent une certaine spécificité : le P.S. et la Ligue Démocratique / Mouvement pour le Parti du Travail (LD/MPT). Lors des élections locales de novembre 1996, ces formations ont respectivement occupé la première et la dernière places en termes de pourcentage de vote. En effet selon le secrétaire politique de la coordination P.S. de Matam, son parti n'a pas réuni l'ensemble des militants du département, depuis un an. D'ailleurs, le bureau de la coordination, de qui doit émaner l'initiative, ne s'est lui-même pas tenu depuis deux mois, lors de l'installation du comité électoral départemental. C'est le même constat avec la LD/MPT, mais empreint cette fois-ci d'une certaine gravité qu'avoue le Secrétaire Exécutif Départemental lui-même. Celui-ci faisait remonter leur dernier meeting à février 1993, lors des dernières élections présidentielles. Il concède aussi que « les meetings ne semblent pas être prisés par les militants ».

---

<sup>48</sup> Elle a consisté principalement en des entretiens individuels ou collectifs avec les principaux responsables et animateurs locaux des partis politiques. Elles ont eu lieu en novembre 1996 avant les élections du 25 novembre.

<sup>49</sup> Le coût des meetings reste très élevé pour la bourse des militants locaux : 500.000 Fcfa au minimum.

## CONCLUSION

Au terme de cette étude, il convient de dresser un constat avant de se livrer à une interrogation. Le constat c'est, celui d'un électorat encore fortement arrimé à son milieu avec ses logiques de fonctionnement. La force du Parti Socialiste dans l'espace géographique matamois a longtemps résidé dans la domestication et dans l'appropriation de ce que Alioune Badara Diop qualifie « de logiques et de langages du terroir »<sup>50</sup>. L'interrogation consiste, quant à elle, à se demander si l'électeur, tout en sacrifiant aux lois sociologiques, ne trouve pas en définitive son compte, dans la mesure où il ne donne sa voix qu'au candidat qui se montrerait le plus « sensible » à sa situation<sup>51</sup>. Serait-ce une forme (autre ?) de rationalisation du vote ?

Alors que l'on discuterait encore, parmi les autres, de la pertinence de l'utilisation de ce concept, même pour des sociétés moins conservatrices que la société halpular du Fouta, une telle interrogation est loin d'être superflue. Car comme l'ont montré des études récentes<sup>52</sup>, le Fouta aussi est traversé par des courants de pensée contradictoires qui opposent les vieux porteurs de la tradition et les jeunes et même parfois les femmes, plus ouverts à la modernité.

---

<sup>50</sup> Diop A.B., « **Nation, identité et citoyenneté au Sénégal**. Réflexions sur l'histoire et les enjeux d'une institutionnalisation de la démocratie représentative et d'une construction de l'espace public », à paraître à la revue sénégalaise de sociologie n°7

<sup>51</sup> Comme c'est le cas d'ailleurs aussi en Afrique, Cf. BANEGAS R. Marchandisation du vote, Citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin, Politique Africaine, n° 67, op.cit, p. 75.

<sup>52</sup> Cf par exple,

Diop A.B. ,Logiques sociales et démocratie électorale au Sénégal.Essai de reconstruction et d'interprétation d'une trajectoire de crise : l'exemple du Fouta Tooro ( 1983-2001), thèse pour le doctorat en science politique, Bordeaux Iv,2002

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Bois P., *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion, 1971.

Bourdieu P. ; *La distinction*, Paris, Minuit, 1979.

Diop A.B., « **Nation, identité et citoyenneté au Sénégal**. Réflexions sur l'histoire et les enjeux d'une institutionnalisation de la démocratie représentative et d'une construction de l'espace public », à paraître à la revue sénégalaise de sociologie n°7.

Gaxie D. , *Le cens caché, inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, le Seuil, 1978.

Gaxie D. (ss dir. de), *Explication du vote*, Paris, Presses FNSP, 1985.

Key V.O., *The Responsible electorate*, Harvard University Press, 1966.

Lazarsfeld P. F., Berelson B. et Gaudet H. *The People's Choice*, Columbia University Press, 1944.

Mayer N. et Perrineau P., *Les comportements politiques*, Paris, Armand Collin, 1992.

Nie N. H. , Verba S. et Petrocik J-R., *The Changing American Voter*, Harvard University Press, 1976.

*Politique Africaine* n° 69, « Des élections comme les autres », Paris, Karthala, mars 1998.

Siegfried A., *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III<sup>e</sup> République*, Slatkine Reprints, A. Collin, 1980 (1<sup>ère</sup> éd. 1913).

Cruise O'Brien D., « Crise sociale sénégalaise à l'épreuve ».....

Ba O., *Le Fouta Toro au carrefour des cultures*, Paris, l'Harmattan, 1977.

Ba O., « Notes sur la démocratie en pays toucouleur », *Afrique Documents*,81-82, 1965, pp 223-235.

Colon C., « Pouvoir oligarchique et mutations sociales et politiques au Fouta Tooro », in BALANS, J-L ; COULON, C ;,GASTELLU J-M, *Autonomie locale et intégration nationale au Sénégal*, Paris, Pedone,1975.

Robin D. ,« The Islamic Revolution of Futa Toro », *International Journal of African Historical Studies*, VIII (2)1975,pp 185-221

Diagne P., *Pouvoir Politique Traditionnel en Afrique Occidentale. Essai sur les Institutions Politiques Précoloniales*, Paris , Présence Africaine, 1967.

Kane O., « La dévolution du Pouvoir au Fouta Toro », in *Bulletin de l'IFAN*,t. XLIII(1981),pp ; 278-288.

Wane Y., *Les Toucouleurs du Fouta Tooro. Stratification sociale et structure familiale*, Dakar, IFAN, 1969.

## ANNEXE 1 -

**1 - Type de recherche :** Recherche qualitative

**2 - Objectif général :** Recherche du degré d'information générale chez les habitants de Matam afin de montrer un des ressorts de la domination P.S. à Matam. (Un autre ressort étant l'attachement à certaines valeurs - référence aux considérations ethniques, de rang social etc.)

**3 - Objectif spécifique :** Mesure du degré d'information

**4 - Méthode de collecte :** Entretiens semi-directifs individuels (Instrument de collecte : guide d'entretien.

**4 (bis) - Zone de collecte :** Commune de Matam.

**5 - Méthodologie d'approche :**

**1- Méthodologie de collecte des données :** Entretiens semi-directifs ou centrés. Ces entretiens sont centrés sur l'information et les points saillants retenus sont les suivants :

\* Rechercher le degré d'information des habitants au sujet d'une question brûlante à l'échelle mondiale : Affaire Monica Lewinsky et conflit Irak/USA-NU.

\* Rechercher le degré d'information des habitants au sujet d'une question brûlante à l'échelle africaine : Echec de la médiation onusienne (impasse) et retrait de la MONUA (menace de retrait).

\* Rechercher le degré d'information des habitants au sujet d'une question brûlante à l'échelle de la sous région : Conflit en Guinée-Bissau ; derniers développements de la crise entre le Gouvernement et la Junte.

\* Rechercher le degré d'information des habitants au sujet de deux questions brûlantes à l'échelle nationale :

- connaissance de l'imminence de l'Institution d'un Sénat ;
- Connaissance du vote de la loi sur l'excision.

\* Rechercher le degré d'information des habitants au sujet de questions brûlantes à l'échelle départementale : stationnement d'un Groupement de légionnaires pour combattre la recrudescence du banditisme au niveau départemental.

\* Rechercher le degré d'information des habitants au sujet d'une question brûlante (la plus brûlante) au niveau de la ville : Distribution des parcelles à usage d'habitation (origine du conflit et perspectives de sortie de crise).

**2- Méthodologie d'analyse des données.** On a recouru à l'analyse du contenu. On cherchera d'abord à voir si les interviewés sont informés ( sont au courant de la question). On cherchera ensuite à mesurer la justesse de l'information.

**2 - Méthodologie d'analyse des données.** On a recouru à l'analyse du contenu.

## ANNEXE 2 - GUIDE D'ENTRETIEN

### 1ère Batterie de questions :

- Question 1 - Connaissez-vous Monika Lewenski ? Que savez-vous sur elle ?
- Question 2 - Savez-vous que les Américains ont bombardé récemment l'Irak ?  
Savez-vous pourquoi ?

### 2ème batterie de questions :

- Question 3 - Quelle décision a pris récemment le Secrétaire Général des Nations-Unies en Angola ? Pourquoi a-t-il pris une telle décision ?

### 3ème batterie de questions :

- \* Que se passe-t-il en Guinée-Bissau
- \* Quelle décision constituant en soi un blocage, le Général Ansoumane Mané vient-il de prendre ?

### 4ème batterie de questions :

- \* Quelle institution importante le Sénégal s'apprête-t-il à mettre en place ?
- \* A quoi servira-t-elle ?
- \* Que pense l'opinion publique et/ou la société civile sur la nécessité d'une telle institution ?
- \* Quelle décision importante sur le plan juridique le Sénégal vient de prendre en matière de santé reproductive ?

### 5ème batterie de questions :

- \* Quel est l'événement majeur au niveau du département ?
- \* Quelle est la principale mesure prise par les autorités au niveau local ?

### 6ème batterie de questions :

- \* Quel est l'événement majeur au niveau de la commune ?
- \* Qu'est-ce qui est à l'origine du blocage ?